

---

## Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



### Mes années quarante : la Guadeloupe en culottes courtes...

Robert Desgranges

---

Numéro 155, janvier–avril 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1036875ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1036875ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

#### Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

#### ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

#### Citer cet article

Desgranges, R. (2010). Mes années quarante : la Guadeloupe en culottes courtes.... *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (155), 33–49.  
<https://doi.org/10.7202/1036875ar>

---

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Mes années quarante : la Guadeloupe en culottes courtes ...

*Robert DESGRANGES*

La Guerre fut déclarée le 3 septembre 1939.

Je m'en souviens très bien : nous étions encore en « changement d'air » dans une maison de Trois-Rivières, d'où l'on avait une vue superbe sur la mer, avec les Saintes à droite, puis Marie-Galante et la Grande-Terre sur la gauche. C'est un employé de mon grand-père qui vint ce soir-là nous annoncer la nouvelle, monté sur une bruyante moto. Il pleurait qu'il allait être mobilisé, et suppliait mon aïeul d'intervenir pour qu'il ne parte pas au combat, s'estimant « soutien de famille ».

Je ne sais pas si l'intervention réclamée eut bien lieu, mais le motard resta en Guadeloupe...

Dès le lendemain, nous sommes rentrés à Pointe-à-Pitre, « changement d'air » écourté !

Peu de jours après, les soldats mobilisés prenaient le bateau pour l'Europe, et je me souviens que ma cousine, qui était plus ou moins « promise », se vêtit aussitôt de noir, comme si elle portait le deuil prématuré du beau jeune homme sur le départ. Mais il semble qu'elle ne tarda pas à l'oublier.

Pour autant, la vie n'avait presque pas changé pour nous, sinon que mon père écoutait plus souvent et plus attentivement la radio, tandis que je m'exerçais à déchiffrer les titres du « *Nouvelliste* ». Je me souviens aussi des phares des voitures peints en bleu, en application d'une disposition instaurée en Métropole, afin d'en diminuer l'éclat, et de nous protéger des raids aériens. Vu le risque de fréquentation de nos cieux par des avions « ennemis », comme d'ailleurs de la fréquence des sorties nocturnes en voiture, cette obligation fut vite négligée, et les rares autos recouvrèrent leur beau regard jaune, acquis peu d'années plus tôt... Pareillement furent aussi remisés, dieu merci, les quelques disgracieux masques à gaz, hérités du précédent conflit, et jugés tout à fait superflus.

J'étais encore en barbotteuse, choyé par tous les miens, et particulièrement par ma grande sœur, (de treize ans mon aînée), qui m'avait appris à lire. Mais j'avais aussi de bonnes oreilles, et j'écoutais tout ce qui se

disait autour de moi, soucieux d'interroger chacun, et de tout comprendre, d'autant que notre frère aîné – mon parrain – était étudiant en Métropole depuis 1937.

Comme les autres, je suivais les combats sur la carte où nous plantions de petits drapeaux : cette guerre ne nous concernait pas encore, mais les succès de l'armée allemande étaient fort inquiétants, même si les Russes, leurs alliés d'alors, se faisaient étriller par les héroïques petits Finlandais.

Mais tandis que le Gouverneur SORIN, nommé par Paul REYNAUD, prenait ses fonctions à Basse-Terre, les blindés allemands attaquèrent dans les Ardennes, bousculant l'Armée française à Sedan, et filant vers la mer pour encercler les forces alliées entrées imprudemment en Belgique. Les Anglais sur ce, bien décidés à se battre jusqu'au dernier soldat français, rembarquaient à Dunkerque pour regagner leur île, tandis que nos beaux militaires se faisaient massacrer sur les plages et sous les bombes.

La France envahie, ses armées en déroute, ses dirigeants en fuite à Bordeaux, et Paul REYNAUD démissionnaire, le nouveau gouvernement, autour du Maréchal PETAÏN, demandait un armistice, tandis qu'un certain général DE GAULLE, membre de l'ancien gouvernement, et réfugié à Londres, appelait par deux fois les Français à le rejoindre pour continuer le combat. C'était à la mi-juin 1940.

Les Anglais, nos alliés d'hier, pour mieux assurer sans doute notre protection, arraisonnèrent nos bateaux partout où cela ne constituait pour eux aucun danger, en particulier dans leurs propres ports. Ainsi le « Surcouf », alors le plus grand sous-marin du monde, qui nous avait rendu visite en 1935. Dans la foulée, le « Normandie » était séquestré à New-York, où il sera plus tard incendié (en 1942). Non contents encore, les Anglais envoyaient leurs cuirassés couler notre flotte de combat mouillée à Mers el Kebir. C'était le 3 juillet 1940. Ce forfait sonna le glas des relations franco-anglaises, et aussi de la République, troisième du nom : les deux Chambres réunies à Vichy le 10 août, confièrent au vieux Maréchal le destin de notre pays vaincu et en partie occupé. L'« Etat Français » fut alors proclamé. Je précise que nos deux députés – le sénateur Bérenger étant absent – votèrent en ce sens !

Aux Antilles, l'autorité de l'Etat fut dès lors assurée par les Gouverneurs en poste, sous la tutelle de l'Amiral ROBERT, installé à Fort-de-France, où se trouvait ancrée une escadre de vieux bâtiments revenus d'Halifax, avec quelques dizaines d'avions américains, et une petite cargaison d'or logée dans les casemates du Fort Desaix. Ce trésor fera aussitôt bien des envieux dans la Caraïbe.

En revanche, essence et mazout faisaient déjà gravement défaut, et la flotte devait rester à l'ancre.

Le croiseur-école « Jeanne d'Arc » était ancré à Pointe-à-Pitre, la poupe amarrée au quai n° 2 – tout neuf à l'époque – à peu près face à l'actuelle statue du Commandant Mortenol. Il était aux ordres de l'Amiral ROUYER, qu'assistaient les commandants VIDIL et MARCHE. Le 10 juillet à l'aube, soit huit jours après Mers el Kebir, un navire anglais – le Fidji – s'était présenté à la passe : son pacha, qui connaissait celui de la « Jeanne », manifesta son désir de s'entretenir avec lui, mais l'Amiral lui répondit à peine, mettant son bâtiment en profil de combat. L'anglais se retira sans s'attarder... Quand la nouvelle s'en était répandue, nous

avons tous eu très peur d'un nouveau drame, qui pourrait se dérouler sous nos yeux, d'autant qu'une même tentative avait eu lieu en Martinique. Mais on sut bientôt que l'Amiral ROBERT avait pris langue avec les Américains, pour qu'un modus vivendi soit établi, et tout rentra dans l'ordre avec la signature des « accords Greensdale » en août.

Je me fis expliquer ce que signifiait ce « modus » là, et pour profiter de ce répit, je m'acharnai à « réarmer la France » avec le Maréchal, dessinant à grands coups de crayon vengeurs des séries de tanks, d'avions et de bâtiments de guerre, grands et petits, que je stockai en cachette dans un tiroir du dressoir... C'était, en attendant mieux, mon « effort de guerre » à moi !

Pendant que notre vieux Maréchal refaisait la France, que le Führer digérait sa part d'Europe, et que CHURCHILL mâchouillait son gros cigare en promettant à ses compatriotes du sang et des larmes, (c'était bien leur tour, disait mon père !), notre vie s'organisait tant bien que mal. Mon second frère avait brillamment passé son Bac, et s'était vu décerner un inutile Prix d'Honneur du Gouverneur : il n'avait pu partir en France du fait de la Guerre. Pour lors, il attendait son seizième anniversaire pour passer son permis de conduire : en effet, le conflit avait eu cet effet bénéfique d'abaisser l'âge de s'y présenter. Manquait encore la voiture. Notre père fut circonvenu de s'en procurer une, ce qui fut bientôt fait : l'une des trois 15 chevaux Citroën de l'île était à vendre. Elle fut achetée fin 40, et accueillie dans le garage familial, vide jusque là. Je pris l'habitude d'aider mon frère à la bichonner, et nous pûmes bientôt faire des promenades, à condition de disposer d'un minimum de carburant. J'enfourchais alors d'autorité l'accouoir arrière, à défaut d'occuper le siège avant droit, qui était réservé à mon père.

Cependant « Gaullistes » et « Maréchalistes » s'opposaient, souvent bruyamment, et parfois même avec violence. Dérives généralement corrigées aussitôt par le service d'ordre de la « Jeanne », qui y suffira longtemps.

Dans notre propre famille, mon père et mon grand-père s'en étaient fâchés (on disait alors « brouillés »). Notre vie familiale dut être réorganisée : nos grands-parents ne venaient plus déjeuner le dimanche à la maison, mais Maman, ma sœur et moi, allions les voir chaque jeudi à la Grand-rue, où j'installais ma petite berceuse sur le trottoir, pour faire la conversation aux voisins, dessiner des caricatures, ou déchiffrer des numéros de « L'Illustration ». Mon grand-père envoyait régulièrement voiture et chauffeur pour nous emmener promener, rendre visite à la famille, ou bien nous apporter du lait, des œufs, des fruits ou quelque friandise. Mon père faisait semblant de croire que ces douceurs là provenaient du marché, au demeurant bien mal achalandé.

Peu ou pas de nouvelles de notre aîné, bloqué en zone occupée. Il était suivi par notre oncle, médecin à Paris. Au début, une brève correspondance arrivait parfois, que lisaient et relisaient nos parents, cherchant à y deviner les non-dits. Mon second frère, à défaut d'études en France, promises par son Prix d'Honneur, travaillait à l'étude paternelle, pour s'initier au Droit, seule formation accessible au plan local. Il s'initiait parallèlement à la mécanique sur la belle « Quinze » qu'il accommodait au « carburant colonial » auquel on accédait par des bons chichement accordés. Ce biocarburant avant la lettre faisait une part de plus en plus

large aux dérivés du rhum, ce qui expliquait, à mon sens, les effluves répandus par leurs gaz d'échappement, et l'allure zigzagante de bon nombre de véhicules...

Notre Guadeloupe, du fait de son isolement dans un monde contrôlé par les Anglo-américains – et ce malgré les accords Greensdale qui en vérité la jugulaient – souffrit tout de suite de la rupture des liens avec la Métropole. Plus de farine pour le pain. Plus d'huile, de riz, de tissus, ni de morue. Plus de bœufs en provenance de Porto-Rico. Plus de carburant je l'ai dit, mais non plus de livres, de papier ou de carton. Ce fut le mérite des autorités, et tout particulièrement du Gouverneur SORIN, de relancer sans plus tarder la production locale pour y parer. On planta du manioc dont on fit des cassaves pour remplacer le pain. On cultiva encore plus de légumes, on planta du maïs, des patates douces, des ignames, des madères et des malangas. On choya les arbres à pain. On éleva des poules et des lapins (j'appris à en soigner dans la cour de notre maison de la Place). On mangea plus de poisson, et même du requin : Papa s'était juré de ne jamais en consommer, mais Maman, un jour, lui en fit préparer à sa façon. Il s'en délecta, demandant comment on avait pu trouver « du veau ». Quand on lui avoua d'où venait ce régal, il grimaça mais beau joueur, ne défendit pas à ma mère d'en préparer de nouveau. On consommait aussi force tortues marines et leurs œufs, qui étaient si délicieux...

Que diraient aujourd'hui les tenants de l'Environnement !

Et pour faire cuire tout cela, il y avait le charbon de bois. La difficulté était, pour les citadins, de s'en procurer en suffisance... Le pétrole lampant était encore plus rare, et il fallait l'économiser, sauf à faire brûler en cas de nécessité des huiles de vidange soigneusement conservées. Imaginez l'odeur ! Quant à l'électricité, elle était rationnée faute de fuel, et faisait souvent défaut, comme les bougies...

On fit des cordes et des ficelles avec du « karata » (sisal), on consumma le sel et les cabris venus de Saint-Barth sur les goélettes. On fit même des cigarettes, (les « Caciques »), que commercialisa Mr. Thomasset. Pour ce qui était du sucre, de la banane, du café, du cacao ou de la vanille, il suffisait de retrouver les gestes ancestraux. Pour la boisson, faute de vin, on découvrit l'hydromel, et le rhum vit croître le nombre de ses adeptes. On fit des salades de cochléaria (il en poussait dans notre cour). Ma sœur essaya même d'accommoder ces « concombres » qui poussaient à profusion par-dessus le mur du voisin : quand elle jugea qu'ils devaient être parvenus à maturité, elle m'envoya les recueillir en progressant avec précaution sur le toit de la cuisine, ce dont je m'acquittai aussitôt, tout empreint de l'importance de ma mission. Quand vous saurez qu'il s'agissait seulement de « torchons », (sorte de spontex végétale tout juste bonne à récurer les casseroles), vous comprendrez notre déception...

Voici de quoi était alors fait notre quotidien, souvent axé sur la recherche de quelque nourriture.

Cependant, en Europe, le Reich avait attaqué la Russie, le 22 juin 1941. Ses blindés avaient très vite bousculé l'Armée Rouge, jusqu'à temps que l'hiver sauve Moscou. Un peu plus tard le Japon attaqua les Américains, et le conflit s'étendit à toute la planète, sans pour autant nous concerner plus qu'avant.

De la « Dissidence » il me faut parler : on disait souvent autour de moi que tel ou tel jeune homme était « parti à la Dissidence », et qu'il venait

de donner de ses nouvelles à sa famille. J'écoutais, et comprenais qu'il devait s'agir d'une espèce d'île au trésor, voisine de la nôtre, où ces gens allaient, au prix d'une traversée nocturne et risquée, parce qu'ils en avaient assez de toutes ces restrictions, et qu'ils n'aimaient ni le Maréchal, ni Jeanne d'Arc. J'appris ensuite qu'il était surtout question de la Dominique, que je voyais à l'horizon, et que s'y trouvaient déjà plus de 3.000 Guadeloupéens de toutes couleurs et de toutes origines, y compris des marins de la « Jeanne », ce qui me surprenait bien sûr. La plupart d'ailleurs n'allèrent jamais au combat, et furent de retour après que toute la Guadeloupe fût officiellement « ralliée » en juillet 1943.

Je pourrais aussi vous parler du « coup de la Poste », qui fut perpétré en juin 1943 par Valentino, et qui échoua par le fait d'une humble standardiste, Targeta Cabot, petite-fille de notre Da, qu'elle vint visiter chez nous, à l'aube du 3 juin, pour lui conter sa nuit « héroïque ».

Je n'en ferai rien, car des historiens de métier s'en sont déjà chargés, comme des « évènements » survenus à cette époque au Port-Louis ou au Champ d'Arbaud, entraînant mort d'homme.

On garda la « Marseillaise », mais on troqua le « Maréchal nous voilà » pour la « Marche Lorraine » et à l'occasion « l'Internationale », qui fêtait les premiers succès d'une Armée Rouge revigorée.

C'est aussi à l'été 42 que nous apprîmes la fin peu glorieuse du « Surcouf » : arraisonné à Plymouth en juin 40, il avait participé, sous les couleurs des Forces Françaises Libres, à la reprise de l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon, puis navigué dans les eaux américaines, où il fut abordé et coulé par un cargo (le « Thomson Likes »), près de Porto-Rico, soit tout près d'ici... Cela me fit de la peine, car je l'avais bien souvent vu, sur des photos prises lors de son passage ici en 1935, avec son petit avion sur le pont, et qu'il faisait aussi partie de ces beaux bateaux que je dessinais en 40, pour les stocker dans le dressoir de notre salle à manger : il était donc mort à son tour, tout comme le « Normandie »...<sup>1</sup>

Cependant, fin août 1941, j'avais été surpris par l'arrivée d'une petite sœur : je n'avais rien vu des prémices, et personne ne m'en avait instruit. Le bébé était fort présentable, mais ma sœur aînée s'employa sitôt à le choyer et ne trouva plus le temps de parfaire ma formation scolaire qu'elle avait jusque là assurée avec notre tante, professeur à Michelet. On me mit donc à l'école, courant 1942, chez Mme P..., au 11 rue Bébien. Comme je savais déjà lire, écrire et compter, j'entraî tout de go au C.E, et dus me soumettre aux lois de la vie en groupe. Mais la perte de mon statut d'enfant-roi avait aigri mon humeur, au point que je devins assez détestable pour qu'on décide de me mettre en pension à Bouillon dès octobre 1943. Ce d'autant que Mme P... avait dû fermer son école, pour se consacrer au collège tout neuf de Massabielle, inauguré dans des bâtiments encore inachevés.

---

1. C'est la version officielle qui fut donnée, à l'époque, par les Américains. Plus tard, une enquête diligentée par la Marine Française, établit qu'avec une forte probabilité, notre sous-marin géant aurait été plutôt grenadé et coulé par un hydravion américain « Catalina », qui l'aurait pris pour un U.Boat... Ce haut fait d'armes se serait passé bien loin du point indiqué, au cours de la nuit du 18 au 19 février 1942. Il a causé la mort de 126 marins français, alors « alliés » des Américains, qui n'ont jamais commenté.

Je m'accommodai assez bien de cette nouvelle vie, malgré l'éloignement du foyer familial : en effet, à cette époque, les 63 kilomètres de route et les multiples virages qui séparaient Basse-Terre de la Pointe comptaient pour beaucoup plus qu'aujourd'hui. Il y avait peu de transports, et ce voyage était une véritable expédition, au point que, le plus souvent, tout mon trimestre se passait au collège.

Les Américains avaient débarqué en Afrique du Nord en novembre 1942. La France tout entière avait été occupée par les Allemands. Nos beaux bateaux de guerre (ou ce qu'il en restait) avaient dû se saborder à Toulon, et bien des choses avaient déjà changé autour de nous : départ du Gouverneur SORIN, puis de la « Jeanne » en juillet 1943, et ralliement des Antilles à la France Libre, dans un contexte de troubles sociaux, et de « manifestations » multipliées, que j'avais vécues à Pointe-à-Pitre. J'étais maintenant coupé de la Guerre, et des avatars quotidiens, dont je n'avais plus que des échos amortis et expurgés... D'où des « mises à jour » réclamées à mon père à l'occasion des vacances.

De Bouillon, je revois surtout les promenades du jeudi et du dimanche à Beauvallon, à la Rivière des Pères, ou au jardin botanique, en compagnie des religieuses. A défaut de quoi, je m'installais devant le bureau de la Supérieure pour scruter l'horizon marin, parfois traversé au large par un voilier...

Les rares visites à Bouillon des sœurs de mes camarades, en pension à Versailles, nous apportaient de temps à autre une distraction très surveillée au demeurant.

J'avais intégré la classe de huitième (C.M.1), tenue par Mère Anne, découvert de nouveaux copains, (dont Gérard Labigny, plus tard devenu « Laviny ») et des méthodes de travail qui me convenaient, assorties d'une discipline souriante. Faute de livres scolaires en suffisance, ceux-ci étaient utilisés à tour de rôle par les élèves, les plus « vifs » étant les premiers à apprendre les leçons, pour ensuite les faire ingurgiter aux plus « lents », d'entre nous. Et ça marchait fort bien !

L'ordinaire du réfectoire, bien qu'assez succinct me semblait suffisant, et j'étais parfois émerveillé de voir tout ce que la Mère Lucie dénichait pour nous nourrir au quotidien.

Je me souviens aussi d'un séisme qui se produisit un matin très tôt : nous étions encore au lit, et la vieille maison se mit à craquer de toute sa charpente, certains lits partant à la dérive dans le dortoir. Au dessus de nos têtes, à Léopold R... et à moi, une statue de Saint Paul oscillait sur son socle, se demandant sans doute sur lequel d'entre nous elle allait tomber. J'ai cru comprendre qu'elle avait une nette préférence pour mon voisin. Mais la terre se calma et Saint Paul s'arrêta au bord de son étagère. Quand nous fûmes tous rassurés, ce fut la queue aux toilettes, et le saint fut ligoté à la cloison avec un solide fil de fer, pour le cas où il se laisserait encore aller à ses mauvais penchants.

Le vieux Monseigneur Genoud s'était vu imposer un « coadjuteur », en la personne de Monseigneur Gay, nommé par le Pape Pie XII en janvier, et parvenu à Pointe-à-Pitre le 10 août 1943, au terme d'un long périple *en avion* autour de l'Atlantique. Dès le début de l'année scolaire, il vint nous rendre visite à Bouillon, et c'est de ses mains que je recevrai ma Confirmation. Quant à Monseigneur Genoud, il va se retirer dans sa résidence de la Circonvallation, où nous l'apercevrons au

cours de nos promenades. Il y décédera en octobre 1945, après 34 ans d'épiscopat.

Il avait eu le tort de se montrer, comme beaucoup, trop « maréchaliste » au goût d'une partie de ses ouailles, et du nouveau régime.

Au plan administratif, la Guadeloupe avait hérité d'un nouveau gouverneur : Monsieur BERTAUT.

La huit cylindres en ligne Renault Suprastella d'EBOUE, qu'utilisait SORIN, fut remplacée par une Dodge toute neuve, à coup sûr moins sujette aux pannes multiples que la grande limousine française.

Monseigneur lui, roulait dans une Plymouth noire, dotée d'un beau chauffeur canadien (frère Marian, des Ecoles Chrétiennes). Plus tard viendra aussi une Dodge, également toute noire.

A part ces véhicules officiels et deux ambulances, américaines aussi, le parc automobile n'avait pas été renouvelé après notre adhésion à la France Libre, et tout un peuple de véhicules obsolètes et très bricolés zigzaguait toujours sur nos routes, malgré l'essence « ordinaire » maintenant distribuée par les mêmes vieilles pompes. Les mêmes « chars » de transport en commun, à la carrosserie en bois, surchargés de ballots, et surpeuplés de clients, se faisaient bruyamment concurrence. Je me souviens combien je tombai en admiration devant le nouveau « car » exploité sur la ligne de Pointe-à-Pitre à Basse-Terre par un Monsieur Lara. Il s'agissait d'un grand bus américain, avec des vitres, et des portes à manœuvre mécanique. Son seul défaut était justement d'être fermé, avec de chiches vasistas : on y crevait de chaleur ; mais on y était bien assis, pour mieux supporter les deux heures du trajet.

Le 6 Juin 1944, les armées Alliées débarquaient en Normandie, et la nouvelle en fut répandue par tous les médias : on comprit bien que la défaite totale des Allemands n'était plus qu'une question de mois. Les Forces Françaises Libres, regroupées en Afrique du Nord, participèrent aux campagnes de Tunisie, de Sicile et d'Italie : nous apprîmes que la « Jeanne » s'était bien comportée aux combats, tout comme le commandant Sorin, notre ancien Gouverneur, réintégré dans l'Armée. Nos forces débarquèrent ensuite en Provence, sous les ordres du Général de Lattre de Tassigny, et Paris fut libéré en août 1944. Le vieux Maréchal était prisonnier des Allemands, qui l'avaient installé à Sigmaringen, avec un gouvernement de zombies. Il en reviendra *volontairement* à la fin du conflit, pour justifier de ses actes durant l'Occupation, face à des juges forcément hostiles.

C'est aussi en août 1944, que notre chère vieille Da « Tazo » quitta notre maison familiale, et il me faut en parler. Contemporaine de mon grand-père, elle était entrée dans la famille toute jeune, et s'y était parfaitement intégrée, comme c'était généralement le cas à l'époque. Elle s'était mariée, avait eu deux enfants, mais ceux-ci habitaient Sainte-Rose avec leur papa, tandis que Tazo avait repris sa place « chez elle ». Vêtue de sa robe des grands jours, avec jupon brodé, foulard, madras et bijoux, elle avait porté au baptême tous les enfants et petits-enfants de notre famille. Elle vivait avec nous, chez mes parents. Elle ne voulait s'exprimer qu'en créole, répétant à loisir : « *fwancé, cé palé a blan é a labbé. Ain ka palé fwancé ainqui pou confesse* ». A nous autres, elle ne parlait que créole, et prenait une part constante à notre éducation. Tôt levée, elle allait, chaque matin à la première messe, installée dans le « banc » familial, où

elle n'acceptait personne d'autre... Elle revenait pour porter du café fumant à nos parents, qu'elle informait à plaisir de toutes les « nouvelles » récoltées auprès de ses amies... Elle s'assurait ensuite que les plus jeunes étaient bien levés et se préparaient pour l'école, et aussi que les servantes étaient bien à leur tâche. Nous l'adorions, et elle nous le rendait bien. Mais elle se faisait vieille, était parfois souffrante, et manifesta le désir d'aller vivre désormais chez sa seule fille, « Titine », la mère de Targeta Cabot, dont j'ai parlé à propos du « coup de la Poste ». Nous allâmes dès lors la visiter à Sainte-Rose, aussi souvent que possible. Elle mourra un peu plus d'un an plus tard, ayant réclamé d'être portée en terre par ses « fils », dont nous étions. De tout cœur !

Pour ma part, je réintégrai le collège en octobre 44 pour y faire ma 7<sup>e</sup> (C.M 2), toujours chez Mère Anne. Une nouvelle aire de jeu, avec une barre fixe, avait été aménagée près du manguier de la cour, où un amandier avait été aussi planté. L'odeur des cabinets y était pourtant toujours aussi présente.

Plus question de « restrictions », mais de « rationnement », ce qui n'avait rien changé : On réutilisait les couvertures des cahiers, on retournait les enveloppes, on rafistolait les livres, économisait l'encre, et utilisait les crayons jusqu'à l'extrême limite du possible. Quant à la nourriture : nous avions grandi, mais les rations n'avaient pas augmenté, et toujours pas de pain... Donc peu de changement.

Et ce fut l'année 1945. Strasbourg avait été libérée par l'armée de Latre, le Rhin franchi, et puis l'Oder. L'Allemagne était à son tour écrasée de bombes et affamée, mais elle trouvait encore la force de lancer des contre-offensives sanglantes à l'ouest, et des *fusées* pour assassiner les londoniens, tout en battant catastrophiquement en retraite à l'est, devant l'Armée Rouge, après Stalingrad.

Il est bon de rappeler aux jeunes générations qu'il n'y avait alors ni télé, ni actualités au cinéma, ni magazines en couleurs. Les rares journaux qui nous parvenaient étaient bien chiches en photos, et nous arrivaient par la voie maritime, succinctement rétablie, par convois, et après de longs détours, qui allongeaient d'autant les échanges. De l'actualité nous n'avions connaissance immédiate que par la radio, qu'il fallait de surcroît décrypter du brouillage et des parasites.

Comme sous Vichy, Radio Guadeloupe, qui émettait depuis un tout petit local, situé rue Boisneuf, dispensait des nouvelles soigneusement censurées, mais dans un sens inversé maintenant.

La situation s'améliorant peu à peu, l'on eut enfin des nouvelles de mon frère aîné : il avait terminé ses études, nanti du diplôme d'ingénieur I.C.A.M. Il embarquerait à Marseille sur le « Sagittaire », (un navire réfugié en Martinique jusqu'en 1943). Ce voyage, en convoi, dura bien longtemps, par Casablanca, New-York, San Juan et Fort-de-France où le navire se prit dans le filet anti sous-marins. Les passagers pour la Guadeloupe furent, au bout d'une semaine, chargés sur le « Saint-Laurent-du-Maroni », qui parvint à Pointe-à-Pitre au quai n° 1, un matin des vacances de Pâques... Notre mère, qui s'était inquiétée pendant toutes ces années des restrictions que devait endurer son aîné, fut sidérée, comme nous tous, de découvrir ce grand garçon bien en chair (il avait été bien trop nourri à bord durant bien plus d'un mois), qui nous faisait de grands signes depuis le bastinage. Quant-à moi, je découvrais mon mythique

parrain, chargé de bagages et de cadeaux, tout auréolé d'être « ingénieur » et qui venait de « là-bas ». Il me fallut plusieurs jours pour en faire le tour : j'étais émerveillé de son appareil de photo Elji « petit format », de son stylo « à bille », de son nécessaire de pêche sous-marine (inconnu chez nous), de sa pipe, et de toutes ces odorantes cigarettes ramenées d'Amérique...

J'en fus très chagriné, mais il me fallut bientôt retourner à Bouillon pour terminer mon année, chantant les louanges de mon frère et parrain, prodigue et enfin revenu !

Peu de temps après, j'attrapai les oreillons, et fus cloîtré à l'infirmerie. Mon frère m'y rendit visite, porteur d'une magnifique « Jeep » grise qu'il avait fabriquée pour moi, à l'image de celles des G.I. C'était un magnifique objet de trente centimètres de long, très détaillé, avec des suspensions actives, et une direction opérante (récupérées sur un jouet Citroën, hélas hors d'usage), un pare-brise tout à fait conforme au modèle, une capote pliante, une antenne de radio, et tout, et tout, même les numéros militaires. J'étais admiratif, et parfaitement ravi de mon cadeau. C'est alors que nous avons entendu sonner les cloches des églises, et hurler les sirènes : *C'était le 8 mai 1945, et la Guerre était finie*, du moins en Europe ! Je pris ma Jeep triomphale, et nous avons fêté ensemble l'évènement.

Dès que je fus rétabli, on m'emmena à la vieille Caserne d'Orléans, pour subir l'examen de passage en sixième. Les résultats obtenus à l'écrit devaient être exceptionnels, puisque je fus dispensé d'oral, et déclaré admis. Quant à être inscrit en sixième dans l'enseignement public, ce fut un autre souci, car j'étais paraît-il *beaucoup trop jeune*. Faute de pouvoir être scolarisé à Pointe-à-Pitre, il fut décidé que je serais pris en charge une année encore à Bouillon, dans une classe pour moi tout seul : Mère Anne se chargerait du principal, secondée de mes cousins Lacroix (alors séminariste) pour le latin, et Dietlin pour l'anglais. J'en étais tout fier, quoique cela dût m'éloigner de mon parrain retrouvé.

Je vécus ces vacances scolaires de 1945 un peu comme dans un rêve, à peine obscurci par l'annonce des bombes atomiques lancées par les Américains sur Hiroshima le 6 août et Nagasaki le 9. Le Japon capitula et un armistice fut signé le 2 septembre. Juste le temps pour les Russes d'entrer en guerre, et d'envahir la Manchourie et l'île de Sakhaline sans que les japonais puissent maintenant leur résister. Tout-à-fait comme nos « cousins » italiens l'avaient fait pour nous en 1940...

Mais la Paix était revenue dans le Monde. Il n'y avait plus maintenant qu'à tout reconstruire.

En attendant, chacun fêtait le retour de notre aîné : ce n'étaient que visites et promenades à travers toute la Guadeloupe, que je découvrais de la sorte.

Mon autre frère, qui venait de passer sa licence en Droit, s'apprêtait à accomplir son service militaire.

J'avais toujours été passionné de voitures, m'efforçant de reconnaître toutes celles que je rencontrais, et passais de longues heures chez Monsieur Langlois, à côté de chez mes grands-parents, à feuilleter ses catalogues en papier glacé : j'étais ainsi devenu incollable sur tous les modèles d'avant-guerre de la General Motors. Mon parrain compléta ma formation en me décrivant les voitures américaines vues à New-York.

Je les dessinai à mon tour, développant les gammes évoquées, et stockant toujours mes petits dessins dans le tiroir du dressoir, à côté de l'arsenal clandestin devenu bien inutile.

Sur fond d'agitation sociale, Valentino, allié aux communises, était devenu maire de Pointe-à-Pitre, dès juin, et le 21 octobre, il sera élu député à la première Assemblée Constituante, après avoir aussi réintégré le Conseil Général qu'il voulait régenter.

Le 20 octobre se situe un épisode atroce, et dont je n'entends jamais parler : « *l'Affaire Diederichs* ». Ce soir-là, Valentino avait pris la parole sur la Place, et tandis qu'une foule chauffée à blanc quittait les lieux, un fort malheureux incident survint entre un client aviné et Monsieur Diederichs, un ancien gendarme, (marié à une créole), qui tenait le café des « Tulipes rouges », place de la Victoire. Le client voulait encore boire, et le cafetier voulait fermer. Le ton monta, et des noms d'oiseaux furent échangés. A bout d'arguments sans doute, le bistrotier aurait donné un coup de pied à son client rétif. L'affaire dégénéra aussitôt, et la foule de saccager l'établissement, et aussi le logement du maître des lieux. Sa famille avait pu se sauver chez des amis, et lui-même tenta de se réfugier à la gendarmerie voisine. Ses anciens collègues refusèrent courageusement de l'y recevoir, mais il put s'enfuir à la faveur de la nuit, pour se réfugier chez une bonne amie au faubourg Alexandre Isaac. Il fut aussitôt dénoncé, et la meute le débusqua. Il s'enfuit encore. Poursuivi, il fut rattrapé sur la Place, frappé et massacré à coups de madrier (on refaisait les bancs publics), quasiment *dépecé* sur place, au pied du gros sablier à l'angle de la rue de la République, devant la maison Mathey. J'étais à Bouillon cette nuit-là, mais quelques jours plus tard, aux vacances de la Toussaint, je pus voir de mes propres yeux les traces sanglantes de cette boucherie. On en reparlait rarement, et toujours à mots couverts, mais interrogée il y a peu, ma sœur m'a donné une transcription écrite de ses souvenirs, encore toute vibrante d'émotion, après les soixante et quelques années écoulées depuis.

En cette nuit d'émeute, le Secrétaire Général André Pierre, assurant l'intérim du gouverneur Bertaut, fut pris à partie, et sa belle voiture jetée à la Darse. Bertaut revint, le calme aussi, et Valentino partit pour France sans rien commenter.

Remis de ces émotions, je me consacrai à mon travail, et à la fin de mon année scolaire, je subis encore un examen pour être admis en cinquième. Cette fois, le Lycée Carnot m'accepterait, et je fis mes adieux à Bouillon, à Mère Anne, et aux rêves de ma petite enfance. J'allais avoir dix ans !

La vie quotidienne s'améliorait. On retrouvait presque toutes les denrées importées avant la guerre. Venues d'Amérique, et aussi d'Espagne, mais plus rarement de la Métropole, où la pénurie perdurait.

Des livres, le plus souvent imprimés au Canada, commençaient maintenant à être disponibles.

Les jeunes se précipitaient sur des « illustrés » de toute provenance, et plutôt débiles.

Les premiers « surplus américains » étaient mis sur le marché : vêtements, brodequins, outils, mais aussi « jeeps » et « G.M.C », bien utiles sur les plantations. Quelques voitures américaines payées en dollars, et les premiers utilitaires français de l'après-guerre (Panhard, Citroën, Peugeot,

Matford, et Hotchkiss). Même, de nouveaux films nous parvenaient, et les salles obscures ne désespéraient pas. Mon parrain avait été embauché à l'usine « La Retraite ». Après une grève, un nouveau directeur avait été nommé à l'usine, qui avait acquis récemment *deux* Renault d'avant la guerre : une « Viva Grand Sport » vert amande, et une « Primaquatre » crème. Un travailleur mis à pied lui promit de lui donner bientôt de ses nouvelles, et le dimanche suivant, les deux jolies voitures avaient été entièrement badigeonnées de m... Dedans comme dehors ! En tant que responsable du matériel et de son entretien, mon frère dut s'atteler à la remise en état des véhicules malodorants. Bientôt, le même ouvrier rancunier proféra des menaces à l'égard du « nettoyeur », et mon parrain dut alors être transféré à l'usine Darboussier.

Mon autre frère, ayant achevé son service militaire, fut pris à l'Enregistrement, comme « inspecteur surnuméraire », en attendant mieux.

Ma sœur aînée était amoureuse, et la plus jeune fréquentait déjà l'Externat Saint Joseph.

Quant-à moi, je découvris le Lycée Carnot, à la rentrée de 1946. Mon père m'y avait accompagné, ravi de retrouver ces lieux où il avait appris lui-même, et tout fier de me présenter au proviseur et au censeur. Il espérait de moi de brillantes études, dans la ligne des trois « Prix d'Honneur » qui avaient déjà honoré notre famille, décernés à mon oncle (1910), à lui-même (1913), et à mon frère en 1940. Hélas, je m'écartai bien vite de cette voie royale, car les professeurs étaient en nombre insuffisant, et trop souvent absents, pour des raisons diverses. L'enseignement laissait à désirer, et de fréquentes « permanences », bien mal encadrées, nous formaient beaucoup plus à la « bataille navale » qu'à la lecture de Virgile. Je pris l'habitude d'aller me promener sur les quais, où débarquaient de nouvelles voitures et de puissants engins de terrassement, plutôt que de rester au Lycée à ne rien devoir faire. Mes résultats en composition étaient généralement acceptables, ou même bons, mais j'étais de plus en plus souvent collé le jeudi. Au grand dam de mon père, qui me morigénait et me punissait. Sans grand succès d'ailleurs, même si je fus ensuite admis sans difficulté en 4<sup>e</sup> en octobre 47.

Les deux années scolaires qui suivront seront hélas de la même veine : j'aurai de brillants résultats dans mes matières préférées (soit le français, l'espagnol, le dessin, l'histoire, la géographie, ou encore les sciences naturelles), et de piètres notes dans toutes les autres disciplines, négligées de plus en plus. Pas de quoi passer pour un « brillant sujet » ni espérer récolter beaucoup de lauriers en juillet, lors des solennelles distributions des prix à la « Renaissance ». Tout juste un bien trop chiche « peut mieux faire » dont je serai moi-même contrit, malgré les premiers prix décernés dans mes matières favorites.

Le mariage de ma sœur était programmé pour le 18 janvier 1947. Huit jours plus tôt survint le décès subit de la sœur de ma grand-mère, que nous appelions « Mamie », et qui nous était très chère. La noce ne pouvait être repoussée, mais elle en fut attristée. Je portais la traîne de la mariée, toujours en culottes courtes, mais avec deux jolies demoiselles d'honneur pour moi tout seul. Notre maison de la Place avait été frottée, astiquée, tandis que toute l'argenterie de famille était de sortie, après qu'on en eût fait l'inventaire précis... Ce fut une bien belle fête malgré notre deuil récent, et les petites cuillers furent toutes recomptées : pas de « manquants » !

Mon frère aîné devait convoler en août, mais le 14 mai 1947, c'est notre grand-père qui s'en alla sans nous prévenir. On lui fit des funérailles magnifiques, et à nouveau je m'affairai comme les autres à l'adressage (manuel), comme à la distribution des faire-part bordés de noir, car il n'y avait pas encore à l'époque d'avis d'obsèques par la radio, et l'on recensait peu de téléphones... Il est vrai que j'avais déjà été initié récemment à ce travail. Grand-mère vint vivre avec nous, la « brouille » enfin oubliée !

La noce eut lieu quand-même à la date fixée, dans notre maison aussi, avec la même argenterie et le même faste.

Je n'avais plus cette fois qu'une seule demoiselle d'honneur, mais toujours des culottes courtes.

En politique, il s'était passé bien des choses, dans le Monde et chez nous aussi.

Comme Mussolini et Hitler, Roosevelt était mort, en avril 1945, deux mois après les accords de Yalta. Churchill avait perdu les élections de juillet. Mais Staline était bien là, s'installant en Europe.

De Gaulle avait démissionné le 20 janvier 1946. Deux fois l'on avait voté pour une constitution, d'où était issue une Quatrième République, plutôt mal fagotée. Le socialiste Vincent Auriol en avait été élu Président par le Congrès, en janvier 1947. Les gouvernements se succédaient en pagaille. Au point que le Général avait créé son propre parti : le R.P.F. Il parcourait la France pour y prêcher sa bonne parole. Voir cela au travers du « Journal de Genève » que lisait mon père, semblait parfois cocasse. De vieux fantômes resurgissaient de l'oubli, tels Blum, Herriot, ou Reynaud, et le M.R.P, créé à la Libération, penchait un coup à droite, un coup à gauche, pour faire des ministères qui sautaient au premier cahot. Les procès de « l'épuration » se poursuivaient. Pas toujours bien équitables. Le « Plan Marshall » se mettait en place pour la résurrection de l'Europe (de l'ouest), tandis qu'un « rideau de fer » s'abattait à l'est. C'était déjà la « guerre froide », entre les pays occidentaux coachés par les Américains, et ceux de l'est formant le « bloc communiste », qui devait plus tard s'accroître de la Chine de Mao.

Malmenée par la Guerre, la France avait bien du mal à recouvrer son Empire Colonial. Des incidents graves avaient eu lieu au Moyen Orient, en Algérie, à Madagascar. En Indochine, le Vietnam avait été créé, qui regroupait le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine. Le général Leclerc y avait été envoyé, qui négocia avec Ho Chi Min les accords du 6 mars 1946, et réorganisa la présence française. Sa mort, en novembre 1947, entraînera le début de la longue Guerre d'Indochine.

Par crainte de voir les Américains s'inviter définitivement dans nos îles, une loi d'Assimilation des quatre vieilles colonies (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion), avait été votée le 19 mars 46, qui prévoyait l'intégration de celles-ci à l'ensemble national, au titre de départements d'Outre-Mer. Valentino avait voté contre, curieusement soutenu ici par Lucien Bernier et ses amis au Conseil Général. En revanche le P.C.F était pour, malgré les avis partagés formulés par le parti local, le R.G.P.C.F, fondé en 1943, et très actif depuis. Je rappelle que désormais les femmes votaient aussi.

Cette « assimilation » se fera progressivement, et ce n'est que le 26 décembre 1947, que sera officiellement installé notre premier préfet, Monsieur Gilbert Philipson. Cette nouvelle condition d'assimilés ne satisfaisait

pas tout le monde, et l'on entendait dire : « *nou té assi bouquet, é a pwésen nou assi milèt* ». Ce qui ne correspondait sans doute pas au « *nanan coco* », promis. Ainsi, la Sécurité Sociale, créée à Paris en octobre 1945, ne se mit en place que bien lentement.

Les grèves étaient fréquentes, et concernaient tous les secteurs. Celle qui avait eu lieu en janvier 1945 à l'usine Marquisat, et dont je me souviens bien, avait entraîné un presque doublement des rémunérations du secteur, disposition jugée insuffisante dès l'année qui suivit.

Il est vrai que le franc ne cessait de perdre de sa valeur, et que la parité monétaire instaurée entre la Métropole et les D.O.M n'arrangeait pas toujours nos affaires. En effet, le privilège d'émission octroyé à la Banque de la Guadeloupe en 1851, lui avait été retiré en 44 : nos beaux billets (dont certains avaient porté la signature de mon père en tant que censeur, dans les années 30) n'avaient plus cours, remplacés par d'affreux torchons émis par la Caisse Centrale, puis en 1946, par des billets plus présentables, propres à chacun de nos départements. Un contrôle des changes rigoureux régnait, et les échanges commerciaux avec notre environnement géographique en étaient limités d'autant. Jusqu'en 1975 il nous faudra d'ailleurs changer nos espèces lors de nos déplacements.

La Presse locale était fort limitée : le « *Nouvelliste* » créé en 1909 par Auguste Lara, avait survécu à la Guerre ; l'« *Etincelle* », organe du parti communiste, paraissait depuis le 7 juin 1944 ; l'hebdomadaire « *Clarté* », porté par Monseigneur Gay informait les catholiques, tandis que « *Match* », fondé fin 1943 par Camille Jabbour s'attachait à la renaissance des sports en Guadeloupe, privilégiant boxe et vélo. Quant aux journaux et revues de France et d'ailleurs, ils nous arrivaient toujours par la voie maritime, soit avec un certain retard...

On captait, comme je l'ai dit, Radio Guadeloupe, et l'on pouvait aussi recevoir des émissions d'Europe ou d'Amérique, à condition d'avoir un bon poste et une grande antenne, l'ère des transistors n'étant pas encore venue. Mon père écoutait et lisait tout, commentant ensuite pour nous l'actualité.

Noël 1947 fut marqué par l'arrivée en Guadeloupe de « *Notre Dame du Grand Retour* », une statue dédiée à la Vierge, figurée à la proue d'un navire, avec son grand manteau semé d'étoiles, et portant l'Enfant Jésus. Cette venue, organisée à la demande de Monseigneur avait pour but de redynamiser la foi de ses ouailles, tout en honorant la sainte patronne du diocèse.

La relique débarqua à Pointe-à-Pitre, où elle fut accueillie par une foule immense, spécialement venue de tout l'archipel, dans la liesse et la ferveur. Elle fut conduite, sur un brancard porté à dos d'hommes, jusqu'au chœur de la cathédrale, où avait été prévue la cérémonie inaugurale, présidée par l'évêque entouré de tout le clergé et de toutes les religieuses. Notre famille était là bien sûr, au grand complet, serrée dans « son » banc, au milieu des fidèles debout dans les allées et perchés dans les tribunes, avec un parvis tout aussi noir de monde... On n'avait jamais vu cela !

Après avoir écouté l'homélie de son pasteur, la foule fut admise à approcher la Vierge et se recueillir un court instant devant elle. Cela dura... dura, comme une visite au tombeau de Lénine !

C'était le point de départ d'un long périple dans l'île même et dans ses dépendances, au cours duquel toutes les paroisses furent visitées. Pendant

trois mois, la Vierge reçut partout un accueil triomphal et fervent. Partout l'on chantait « Chez nous soyez reine !... » Et lors des transferts d'une paroisse à l'autre, qui se faisaient à pied, les hommes se disputaient l'honneur de porter la lourde statue, précédée en grande pompe des autorités religieuses, et suivie d'une foule incroyable. J'y ai moi-même participé, et je peux vous assurer que c'était étonnant, et enthousiasmant !

Le 8 février 1948, une messe pontificale fut dite sur la place de la Victoire, rassemblant dit-on de 80 à 100.000 fidèles. Il en resta une ferveur latente et un attachement au culte marial qui se prolongèrent pendant des lustres au travers du rite de la « Vierge visiteuse », déplacée chaque jour de famille en famille, et priée avec ferveur et vénération.

Une anecdote à ce propos : On dit qu'après ce séjour de Notre-Dame, le préfet Philipson se rendit en famille dans une dépendance. Il y fut reçu par un conseiller municipal en écharpe qui, emporté par son lyrisme, acheva son discours par un claironnant « Monsieur le Préfet, chez nous...chez nous... » Et la foule de reprendre en chœur « Chez nous, soyez reine. Nous sommes à vous ! ». Si non e vero...

En 1948 aussi l'on commémora le centenaire de l'abolition de l'esclavage. Pour beaucoup, ce fut surtout l'occasion de raviver à plaisir les vieilles haines. Une bonne idée surgit pourtant : « Match » imagina de marquer le 26 avril en créant un tour cycliste de la Guadeloupe, gagné par les frères Carlos précédant Dupalan, la star de l'époque. Cette première édition, qui ne comportait que deux étapes, fut un succès, et la formule fut retenue puis étoffée au cours des années qui suivirent.

Mais ni la Vierge, ni Schœlcher ne pouvaient nous garder des incendies, qui se répétaient trop souvent à Pointe-à-Pitre, par la faute d'un matériel défaillant et d'un circuit de distribution d'eau tout-à-fait insuffisant, dans une ville où les constructions en bois prédominaient. C'est en cette année 48 que le plus grave sinistre que j'aie vu s'est déclaré juste devant moi, dans une imprimerie qui faisait l'angle des rues Barbès et Campenon. J'étais à vélo. J'allai prévenir mon père et mon frère à leur étude rue Boisneuf. Je rangeai ma bicyclette, pour courir ensuite chez ma sœur, qui habitait au coin des rues Barbès et Schœlcher. Dix minutes s'étaient à peine écoulées, et plusieurs maisons brûlaient déjà, sans que les pompiers ne soient encore arrivés. Le vent soufflait, et l'incendie sautait d'une rue à l'autre. La fumée nous gênait déjà, et il fut vite décidé de déménager et ma sœur, et ma belle-sœur qui logeait en face. Leurs effets les plus précieux une fois rassemblés, nous voilà partis, franchissant la cohue des badauds venus comme au spectacle, sous une pluie d'escarbilles qui allumaient de nouveaux foyers. L'incendie fit rage jusqu'au soir, et détruisit cinq pâtés de maisons, après l'explosion de la pharmacie Degrave, dans un immeuble en dur au coin des rues Frébault et Barbès. J'allai ensuite sauver une vieille tante, qui habitait une toute petite maison à étage, rue de Nozières. Elle ne voulait pas s'en aller sans sa Vierge, mais celle-ci était si bien attachée à la cloison, qu'on força la tatie à venir quand même. Eh bien, le lendemain, quand on put retourner sur place, la petite maison, juste un peu noircie, se dressait entre deux voisines incendiées : la Vierge était sauvée, et le toit de la tante aussi.

Bien que je fusse plus savant en voitures qu'en algèbre ou en latin, je fis une troisième très convenable et fus admis en seconde au Lycée. Mais mon père en avait sans doute assez de signer les billets de consigne, à

moins qu'il ne s'inquiétât sérieusement pour mon avenir. Toujours est-il qu'après avoir longuement correspondu avec son frère à Paris, il décida de m'envoyer en pension en France, à la rentrée de 1949. En fait, je fus transporté de joie, et fis aussitôt la tournée de mes camarades pour leur annoncer la bonne nouvelle. Cependant, encore une fois j'étais jugé « trop jeune », et j'allais encore perdre une année à redoubler ma troisième. Le collège choisi était tenu par des Pères Maristes, à Bury, près d'Enghien, et avait une très bonne réputation.

Avant de conter mon départ, et la fin de mes culottes courtes, je voudrais encore tracer un bref tableau de notre île au sortir de la Guerre :

Le monde des transports, par exemple, avait évolué. Sur la terre, sur la mer, et même dans les airs.

Des chantiers routiers s'étaient ouverts, et l'on goudronnait à tour de seaux. Mais les transports en commun s'amélioreraient à peine.

Sur la mer, les cargos avaient reparu – souvent des Liberty ships recyclés – et plusieurs bananiers touchaient régulièrement Basse-Terre. La Transat avait remis en service des paquebots récupérés d'un peu partout, qui avaient nom « Gascogne », « Katumba », et plus tard le beau « Colombie » rénové. La liaison inter îles se faisait par le « Saint-Laurent-du-Maroni », qui avait naguère ramené mon frère. Ce vieux bateau fut bientôt remplacé par « L'île d'émeraude », dont la coque a longtemps rouillé près de la marina. Quelques barges et de belles goélettes peuplaient encore la Darse de leurs mats, comme au temps de Saint-John Perse, tandis que des péniches de débarquement, fraîchement rescapées de la Guerre, s'amarrèrent au quai de la Transat, le plus souvent chargées de gros matériels. Enfin, une toute neuve compagnie, « Les bateaux bleus », fondée par Rémy de Haenen, trafiquait avec Saint-Martin, Saint-Eustache et Saint-Barthélemy, sur le « Gueydon », et le « Blénac ».

Dans les airs, enfin, il y avait du nouveau : Autrefois, la Panam assurait une vague desserte vers Porto-Rico et la côte est des Etats-Unis, par des hydravions dont le coffre se trouvait au Carénage. La Guerre avait perturbé tout cela. Des tentatives de remise en service furent menées, mais timidement, et d'une façon plutôt discontinuée.

C'est encore Rémy de Haenen qui, basé à Saint-Barth dont il devint maire, imagina rapidement de créer une compagnie locale, pour assurer un service aérien entre les îles. Il la baptisa la C.A.A pour Compagnie Aérienne Antillaise, avec un acronyme proche de celui de la Panam (P.A.A). C'était début 1946... Pilote récemment breveté, il s'était posé le premier à Saint-Barth, en 1945, dans la prairie de « La Tourmente » (près du cimetière), avec son petit monoplane biplace. Pour la C.A.A, il fit l'achat de plusieurs avions et hydravions américains, nés dans les années 30, et recruta du personnel local parmi les « dissidents », formés au pilotage : c'étaient Gérard S..., José et Raymond D..., Guy C... avec des mécanos qui pilotaient aussi, comme Rémy C... ou Gérard B... Pour les infrastructures au sol, elles n'existaient pas, sinon une mauvaise piste à Juliana, dans la partie hollandaise de Saint-Martin. On dut les créer de toutes pièces. En Guadeloupe, ce fut une savane à Saint-Félix. A Saint-Martin, l'îlet de Tintamarre fut loué pour y installer la maintenance et y loger les employés – lieu propice aux liaisons « discrètes », du fait de son isolement, à l'écart des visites officielles, et aussi de la qualité de son propriétaire, Monsieur Fleming, alors maire tout puissant de Saint-Martin.

Beaucoup d'îles voisines furent reliées, et même Saba, jusque là si difficile d'accès. Enfin la jetée de la tannerie de M. Hérisson, près du Bas-du-Fort, fut utilisée pour les liaisons par hydravion. L'agence de la C.A.A était installée rue Frébault, devant le Zuky-bar, que les plus anciens ont du connaître. Je me souviens de son enseigne figurant un avion, où s'étalait le logo de la jeune compagnie. On y voyait une petite hélice qui tournait au gré des alizés. On disait que Monsieur C... qui y régnait excellait dans les relations avec les douaniers, et que ceux-ci se montraient toujours bien complaisants.

L'affaire tourna très bien pendant quelque temps, sans autorisations ni brevets officiels. Pourquoi donc en effet s'embarrasser de ces soucis, d'autant qu'il n'y avait nul fonctionnaire chargé de ce secteur ? Cependant, l'insécurité était criante, et le temps des déboires arriva :

Un premier accident eut lieu à Tintamarre en mars 1947, où ne disparut que le pilote, pressé de quitter l'îlet de nuit, pour se rendre à Juliana.

Un second survint le 22 mai, toujours à Tintamarre, et à la nuit tombante. Il impliquait Gérard S... et une religieuse de Saint-Barth – sœur Armelle – arrivée dans l'après midi, mais qui se refusait à passer la nuit avec tous ces chenapans. N'écouterant que son bon cœur, Gérard proposa de la ramener à Saint-Barth, tout proche, avant la nuit noire. Ils s'installèrent dans un coucou (dont le réservoir devait être vide) pour partir au plus vite. Mais l'avion tomba en mer peu après son envol... Un pilote présent se rendit aussitôt sur les lieux du crash, repéra Gérard, et largua deux radeaux. Les recherches durent, hélas, vite s'interrompre, et reprirent le lendemain... puis les jours suivants. Le corps de la religieuse fut récupéré à l'îlet Pinel, soit presque à la côte de Saint-Martin, non loin des deux radeaux de survie. Mais on ne retrouva jamais Gérard. On suppose qu'avec un bras dans le plâtre, suite à un accident récent, il ne put nager longtemps, ni rejoindre le radeau. Il aurait été attaqué par des requins, lesquels auraient épargné la sainte mère Armelle... Cet accident causa une vive émotion en Guadeloupe, et le départ de plusieurs pilotes. Pour tout aggraver, un troisième crash eut lieu le mois suivant, toujours à Tintamarre, tuant le pilote (celui qui avait tenté de secourir Gérard), un mécanicien, et un radio juste débarqués ! C'en était trop, et la C.A.A succomba à l'adversité, alors même que de Haenen était en passe d'obtenir enfin ses autorisations, et envisageait même de créer une *liaison transatlantique*, avec des « Liberator » recyclés (d'anciens bombardiers lourds B 24).

Mais la C.A.A n'avait pas le monopole des accidents : j'ai assisté, depuis le quai n° 2 de la Pointe, au naufrage d'un « Catalina » de la Panam, qui venait d'amerrir devant l'îlet Boissard. Il fut vite secouru par une vedette, puis ensuite ramené au port.

Quant à Air-France, elle avait créé une ligne régulière reliant Fort-de-France à l'étang de Biscarosse, dans les Landes, en passant par Port-Etienne (Mauritanie) où avait vécu Saint-Exupéry. Pour cela, elle utilisait des « Latécoère 631 », magnifiques hydravions, à peu près aussi gros que des Boeing 707, qui transportaient 46 passagers servis par 14 membres d'équipage. Tout cela fleurait bon l'époque de l'Aéropostale. Deux de ces appareils disparurent en mer, coup sur coup. Le premier se perdit le 1<sup>er</sup> août 1948, et beaucoup de familles furent endeuillées. Notre cousin Marc Oraison avait emprunté cet appareil la veille, pour venir de France...

Les vols cessèrent, et sans doute est-ce cela qui hâta la construction des pistes du Lamentin, à la Martinique, et du Raizet, à la Guadeloupe.

Pour mon départ, mon père décida qu'il aurait lieu en septembre (49), par un bananier de la Transat.

On me constitua un trousseau, et cette fois, on me tailla des *pantalons*. Finies les culottes courtes !

On me prépara une malle en fer, où logeait ledit trousseau, accompagné de toute sorte de cadeaux pour ceux de « là-bas », et j'embarquai à Basse-Terre sur le « Barfleur », qui outre des bananes, (montées à dos d'hommes grim pant par des filets qui pendaient au bastingage) emmenait huit passagers.

Ce navire était l'ancien croiseur auxiliaire qu'empruntait l'Amiral Robert pour venir en Guadeloupe – restrictions obligeant. On pouvait encore y voir un petit canon à l'arrière.

Ma famille m'avait accompagné au chef-lieu pour de derniers adieux, et mon père tint à monter à bord avec moi, (le navire étant ancré sur rade à quelques encablures de la côte).

Il m'installa, me fit ses dernières recommandations, et repartit en essayant discrètement une larme.

Ce n'est que bien plus tard que je compris tout l'amour que me portaient mes parents et aussi tous les sacrifices qu'ils s'imposaient pour mon bien. Pour lors, j'étais seulement fier de voyager tout seul, et surtout d'avoir quitté mes *culottes courtes*.

Dix jours de mer, et j'allais entrer dans une vie nouvelle !